



## **CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES**

### **Remplacement des façades du Centre Ulm**

1 rue d'Ulm 75005 Paris



## Table des matières

Table des matières .....	2
CHAPITRE 1 – OBJET DE LA CHARTE.....	3
CHAPITRE 2 – TACHES ET OBLIGATION DU GROUPEMENT .....	4
CHAPITRE 3 – COMPETENCES ET RESPONSABILITES .....	5
3.1 RESPONSABLE ENVIRONNEMENT DU GROUPEMENT.....	5
3.2 SOUS-TRAITANTS .....	5
3.3 BILAN ET PROGRES DES INTERVENTIONS .....	5
CHAPITRE 4 – COMMUNICATION .....	6
4.1 INFORMATION AUX OCCUPANTS ET AUX RIVERAINS.....	6
4.2 RECUEIL DES PLAINTES DES OCCUPANTS DU SITE .....	6
4.3 INFORMATIONS AUX RIVERAINS .....	6
CHAPITRE 5 – GESTION DES DECHETS.....	7
5.1 OPTIMISATION DU TRI DES DECHETS.....	7
5.2 OPTIMISATION DU STOCKAGE ET DE LA COLLECTE DES DECHETS .....	8
5.3 OPTIMISATION DE L’ELIMINATION DES DECHETS.....	8
5.3.1 RESPECT DE LA REGLEMENTATION.....	8
5.3.1.1 Emission du bordereau lors de la production du déchet dangereux et conservation d’une copie pendant au moins 5 ans, .....	8
5.3.1.2 Lors de la prise en charge du déchet dangereux par un prestataire, ce dernier doit adresser une copie du bordereau à l’émetteur du déchet en indiquant le traitement subi par les déchets dans un délai d’1 mois à compter de la réception de ceux-ci.....	8
5.3.2 TRACABILITE DES CIRCUITS DES DECHETS .....	8
5.3.3 VALORISATION DES DECHETS .....	9
CHAPITRE 6 – REDUCTION DES NUISANCES ET DES POLLUTIONS .....	9
6.1 PREVENTION DE LA POLLUTION .....	9
6.2 REDUCTION DES NUISANCES ET DES RISQUES.....	9
6.2.1 NUISANCES ACOUSTIQUES.....	9
6.2.2 POUSSIÈRES .....	10
6.2.3 POLLUTION VISUELLE.....	11
6.3 LIMITATION DES CONSOMMATIONS DES RESSOURCES.....	11
ANNEXES.....	12
ANNEXE 1 TEXTES REGLEMENTAIRES .....	12

## CHAPITRE 1 – OBJET DE LA CHARTE

Le présent document décrit les exigences et recommandations visant à optimiser la gestion de l'environnement sur le chantier en minimisant ses nuisances tant pour le personnel des entreprises du chantier que pour les occupants, le voisinage et l'environnement naturel ;

C'est un engagement pris par tous les intervenants du chantier : Maître d'Ouvrage, groupement et sous-traitants, bureau de contrôle, coordonnateur SPS et responsables de toutes les entités amenées à intervenir sur le chantier y compris les récupérateurs et éliminateurs de déchets.

L'engagement des intervenants traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un certain nombre d'exigences concernant :

- L'information des riverains,
- La formation et l'information du personnel,
- Les produits dangereux,
- La gestion des déchets,
- Le bruit,
- Les pollutions potentielles de site (sol, eau, air)
- La pollution visuelle
- Les perturbations de trafic
- La consommation des ressources

Certaines de ces exigences sont la traduction pure et simple de la réglementation.

Le respect de ces exigences est obtenu par des mesures préventives, de contrôle et de correction.

## CHAPITRE 2 – TACHES ET OBLIGATION DU GROUPEMENT

Planification	Thème	Tâches et obligations
<b>Au démarrage des travaux</b>		Fournir un tableau prévisionnel de caractérisation et de traçabilité des déchets produits avec identification des filières de traitement utilisées
	<b>Déchets</b>	Vérifier la présence des équipements de collecte de déchets appropriés pour les travaux
	<b>Réduction des nuisances</b>	Effectuer la liste des interventions susceptibles de générer des nuisances et des mesures de prévention mises en place
<b>Avant mise en œuvre des produits de construction ou d'équipements</b>	<b>Matériaux et Equipements</b>	Fournir les caractéristiques environnementales des produits et matériaux mis en œuvre. Fournir les Fiches Techniques des équipements mis en place.
<b>Au cours des travaux</b>		Assurer la valorisation (matière ou énergétique)
	<b>Déchets</b>	Récupérer et conserver dans un classeur les Bordereaux de Suivi de Déchets selon les dispositions définies dans le paragraphe 4.3.1.
	<b>Propreté</b>	Vérification de la propreté : - De l'ensemble de la zone chantier/technique - Des voiries aux alentours
	<b>Communication</b>	Prendre en charge immédiatement toute plainte provenant des occupants et remplir un cahier de suivi des plaintes et actions correctrices
	<b>Pollution</b>	S'assurer que les risques de pollution sont réduits conformément aux dispositions prévues au paragraphe 5.1.
	<b>Réduction des nuisances</b>	Vérifier les dispositions d'approvisionnement des matières entrantes et la non- entrave à la circulation
		Imposer l'arrêt des moteurs lorsqu'un camion est en attente de chargement ou déchargement
<b>A la fin des travaux</b>	<b>Divers</b>	Fournir le bilan environnemental de l'opération (cf. paragraphe 2.6)
	<b>Déchets</b>	Fournir un bilan de production et de valorisation des déchets pour le chantier
		Remplir un tableau récapitulatif des bordereaux récupérés
	<b>Matériaux</b>	Remettre les FDES des matériaux de construction

## **CHAPITRE 3 – COMPETENCES ET RESPONSABILITES**

### **3.1 RESPONSABLE ENVIRONNEMENT DU GROUPEMENT**

- Le responsable environnement du groupement sera le chef de chantier qui sera dédié à l'opération.
- Le responsable environnement rendra compte des actions des entreprises du groupement pour :
- La sensibilisation des personnels de l'entreprise aux pratiques environnementales lors des travaux,
- L'information fournie aux personnels d'intervention pour le respect de la présente charte,
- L'identification des nuisances aux occupants du centre et aux riverains occasionnées par les travaux et les mesures de prévention adoptées,
- L'identification des risques environnementaux liés aux produits utilisés et la limitation de ces risques par le choix des produits les mieux adaptés,
- L'identification des déchets produits par les travaux et des procédures adaptées au tri.
- Le groupement s'engage sur la sincérité de ses réponses et s'engage à mettre en œuvre les pratiques telles qu'elles sont décrites dans les réponses au questionnaire

### **3.2 SOUS-TRAITANTS**

- Le responsable environnement de l'entreprise est en charge de la bonne application par ses éventuels sous-traitants de l'ensemble des obligations qui lui sont faites au travers de la présente charte.
- Il veillera entre autres :
- A la signature de la charte par ses sous-traitants,
- A l'évaluation des compétences environnementales du sous-traitant,
- A communiquer les exigences en matière de gestion des déchets et des ressources ainsi que de réduction des nuisances pour les occupants et les riverains. Les sous- traitants devront recevoir eux aussi une information spécifique.

### **3.3 BILAN ET PROGRES DES INTERVENTIONS**

- Un bilan environnemental de l'intervention sera fourni tous les six mois et lors de l'établissement du décompte définitif des travaux :
  - Bilan des déchets produits et enlevés,
  - Justificatifs de mise en filière de traitement et du pourcentage de déchets valorisés

## **CHAPITRE 4 – COMMUNICATION**

### **4.1 INFORMATION AUX OCCUPANTS ET AUX RIVERAINS**

- Définitions des nuisances :
  - Interruption de service d'un réseau ou d'un appareil (électricité, chauffage, etc...),
  - Nuisance sonore,
  - Nuisance olfactive,
  - Perturbation sur la circulation aux abords du bâtiment.
- Préalablement à toute intervention présentant des nuisances, l'entreprise doit signaler par affichage à des emplacements qui auront été agréés par le gestionnaire du site, la nature et la durée de l'intervention ainsi que les nuisances prévisibles. Les demandes d'interruption d'un réseau seront adressées au gestionnaire de site 2 semaines à l'avance, sachant que ces coupures seront réalisées en dehors des heures d'occupation du site.
- Afin de prendre en compte les contraintes des travaux en site non occupé mais dont le mobilier reste présent, il est prévu de limiter :
  - La propagation de poussières en maintenant des séparations étanches tout au long des travaux et en procédant à un nettoyage très régulier du chantier.
  - Les nuisances visuelles en maintenant les espaces dédiés au chantier (base vie, zones bennes, zones de stockage) propres et parfaitement balisées.
- 

### **4.2 RECUEIL DES PLAINTES DES OCCUPANTS DU SITE**

- Le responsable environnement du groupement centralise toute demande où plainte émise par les occupants, par l'intermédiaire d'un registre qui sera mis à disposition du gestionnaire de site.
- Lorsqu'une plainte est liée à une intervention en cours ou récemment effectuée par une entreprise du groupement, le responsable environnement devra justifier dans un délai de 24h, par écrit au gestionnaire de site et au maître d'ouvrage :
  - De la nature des nuisances constatées par ses personnels,
  - Des dispositions mises en œuvre pour éviter la répétition de l'incident.

### **4.3 INFORMATIONS AUX RIVERAINS**

Pour assurer l'application de la charte et sa mise en œuvre par le personnel des entreprises du groupement, il sera prévu :

Un affichage dans les locaux du personnel (base vie) qui indiquera caractère environnemental des interventions,

Une information à chaque intervenant de la liste des produits dangereux, des risques et mesures de sécurité à adopter pour les interventions,

Un affichage devant chaque réceptacle de stockage de déchets indiquant la nature des déchets qui peuvent y être déposés.

## CHAPITRE 5 – GESTION DES DECHETS

### 5.1 OPTIMISATION DU TRI DES DECHETS

Les entreprises du groupement devront prévoir des dispositions permettant de réduire les déchets à la source en limitant les emballages, par exemple, selon les possibilités offertes par les fournisseurs.

Les entreprises doivent justifier du choix de filières adaptées, en adéquation avec les filières locales existantes, et à minima dans le cas de production des déchets des catégories suivantes dans des quantités significatives :

- Bois,
- Métaux
- Emballages,
- Déchets inertes,
- Déchets verts.

Le groupement fournira un bilan de la production de déchets à la fin du chantier.

Le protocole de traitement de chaque type de déchets sera précisé.

Déchets non réglementés					Déchets réglementés				
Déchets inertes		Déchets industriels banals			Déchets dangereux		Emballages		
 CARRELAGES CERAMIQUE	 INERTES	 BOIS	 POLYSTYRENE	 DECHETS MELANGES	 PINCEAUX CHIFFONS	 EMBALLAGES SOUILLES	 CARTOUCHES	 EMBALLAGES	 PALETTES
 LAINE DE VERRE	 PLAQUES DE PLATRE	 DECHETS DE NETTOYAGE	 PAPIERS CARTONS	 PEINTURE A L'EAU	 BOIS TRAITE	 BOUES DE PEINTURE	 HUILE	 PAPIERS CARTONS	 PALETTES CONSIGNEES
 PLATRE	 VERRES	 METAUX	 PLASTIQUE	 PALETTES	 CARTONS SOUILLES	 DECHETS SPECIAUX	 PALETTES SOUILLES		
				 AMIANTE			 AMIANTE CIMENT		

## **5.2 OPTIMISATION DU STOCKAGE ET DE LA COLLECTE DES DECHETS**

Les déchets de travaux ou de maintenance doivent être traités par l'entreprise intervenante qui a obligation de prévoir les dispositions adaptées à la collecte et au traitement des déchets qu'elles produisent et d'assurer le nettoyage des abords des bennes qu'elle utilise.

L'accord du gestionnaire d'immeuble est requis pour la mise en place de bennes de collectes sur la voirie.

A la suite de son bilan de production de déchets, l'entreprise s'assurera de la bonne adéquation entre le processus d'enlèvement et le stockage de ces déchets (diagnostic de la production de déchets avant le début des travaux, aires de stockages adaptées à la production des déchets et à la fréquence des enlèvements).

## **5.3 OPTIMISATION DE L'ELIMINATION DES DECHETS**

### **5.3.1 RESPECT DE LA REGLEMENTATION**

Toutes les entreprises ont obligation de respecter le Code de l'Environnement relativement au suivi des déchets, soit notamment la récupération et conservation des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) : article R541-45.

Cet article impose à ce qu'un BSDD soit renseigné et visé par chaque intermédiaire au moment de la prise en charge des déchets, notamment :

5.3.1.1 Emission du bordereau lors de la production du déchet dangereux et conservation d'une copie pendant au moins 5 ans,

5.3 1 2 Lors de la prise en charge du déchet dangereux par un prestataire, ce dernier doit adresser une copie du bordereau à l'émetteur du déchet en indiquant le traitement subi par les déchets dans un délai d'1 mois à compter de la réception de ceux-ci.

### **5.3.2 TRACABILITE DES CIRCUITS DES DECHETS**

Toute entreprise du groupement doit garantir la traçabilité des déchets non réglementés en fournissant des accusés de réception des prestataires d'enlèvement.

L'élimination des déchets réglementés sera effectuée dans des installations conformément à la réglementation. Le(s) prestataire(s) d'enlèvement des déchets, devront être justifié(s) en regard du contexte et des objectifs environnementaux, en privilégiant autant que possible la valorisation.



En fin de chantier, le groupement fournira les BSDD collectés ainsi que les accusés de réception des déchets non réglementés.

### **5.3.3 VALORISATION DES DECHETS**

Un objectif de valorisation (matière ou énergétique) supérieur à XXX % des déchets est imposé.

Le responsable environnement communiquera, en fin de chantier, le bilan des quantités de déchets évacués incluant le taux de valorisation par typologie de déchets. L'entreprise fournira également les justificatifs de mise en filière de ses déchets.

## **CHAPITRE 6 – REDUCTION DES NUISANCES ET DES POLLUTIONS**

### **6.1 PREVENTION DE LA POLLUTION**

Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant est formellement interdit.

Le rejet dans l'air de fluide frigorigène est proscrit.

Le rejet dans les réseaux d'eau usée ainsi que la dispersion sur les sols des produits suivants est proscrite et l'entreprise justifiera des mesures adoptées pour les éviter :

- Huiles de vidange qui seront recueillies et enlevées,
- Eau de rinçage des contenants de peinture et tout produit polluant,
- Eau de laitance de béton qui devra transiter par des bacs de décantation.

### **6.2 REDUCTION DES NUISANCES ET DES RISQUES**

#### **6.2.1 NUISANCES ACOUSTIQUES**

Le bruit auquel sont exposés le public et le voisinage relève de la législation issue du Code de l'Environnement (Décret n° 2006-1099 du 31 Août 2006).

Le bruit auquel sont exposés les salariés du chantier relève de la législation issue du Code du Travail (Décret n° 2006- 892 du 19 juillet 2006).

Le bruit engendré par le matériel et les engins de chantier relève de la législation cadrée par les arrêtés du 12/05/1987 et du 18/03/2002.

Un maximum de précautions pour limiter le bruit sera pris par les entreprises de travaux.

L'objectif des dispositions à prendre sera entre autres :

- D'anticiper les causes de nuisances pour les éviter et les réduire,
- D'éviter le phénomène de rejet souvent constaté en cas de nuisances,
- D'établir et de maintenir la communication avec les occupants et surtout la prise en compte de ce facteur dès le début (dans le cadre du choix des horaires « décalés »).

Les prescriptions suivantes seront respectées :

Les horaires des activités bruyantes seront définis et planifiés en fonction de l'activité du site, sachant que les travaux les plus bruyants tels que percements de trémies seront réalisés le week-end,,

Les entreprises devront organiser les travaux de manière à réduire les nuisances sonores (livraison de matériel, interventions),

Privilégier des techniques de mise en œuvre limitant les nuisances acoustiques.

### **6.2.2 POUSSIÈRES**

Les prescriptions suivantes seront respectées :

Mettre en œuvre une étanchéité des zones de travaux par cloisons toute hauteur + polyane,

Assurer le nettoyage quotidien de la zone de travaux.

Assurer le nettoyage régulier des zones extérieures de chantier (abords des bennes et zones de stockage).

En période sèche, les travaux générateurs de poussières seront réalisés après arrosage superficiel des surfaces concernées et ceci autant de fois que nécessaire pour minimiser les envols de poussière.

Les envols de matériaux seront évités en adaptant les techniques de démolition et de construction (pas de découpe de polystyrène expansé sur le chantier autant que possible).

Les stockages de matériaux légers (bennes à déchets notamment) seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets.

Les matériels électriques seront préférés aux matériels thermiques.

Les machines seront équipées d'aspirateurs munis de filtres à poussières performant (HEPA).

### **6.2.3 POLLUTION VISUELLE**

Etant donné les vues portées sur l'opération depuis l'environnement immédiat, les responsables des travaux veilleront à la propreté et l'aspect général du site pour assurer une image satisfaisante vu de l'extérieur du chantier.

Le groupement prévoira :

Le nettoyage régulier des accès au chantier.

Le nettoyage en fin de journée des zones de travail de tous les corps d'état (notamment collecte des déchets).

Le maintien en bon état de la clôture du chantier.

Le nettoyage régulier des traces d'hydrocarbures au sol

L'organisation et le balisage des zones de stockage.

Les bennes à déchets seront, si nécessaire, couvertes afin d'éviter l'envol des déchets.

Les entreprises veilleront à limiter les effets du chantier sur le bien être des riverains. En particulier :

Assurer une image satisfaisante vue de l'extérieur du chantier.

### **6.3 LIMITATION DES CONSOMMATIONS DES RESSOURCES**

Les entreprises mettront en place des dispositifs afin de limiter les consommations d'eau et d'électricité tels que :

Des rondes de surveillance de fuite sur des réseaux d'eau provisoires,

Des interrupteurs et horloges pour les éclairages provisoires qui seront réalisés avec des sources basses consommation,

Les entreprises mettront également en place un suivi des consommations d'eau et d'électricité.

## ANNEXES

### ANNEXE 1 TEXTES REGLEMENTAIRES

Chaque entreprise intervenant sur le chantier devra se conformer aux lois, décrets, documents réglementaires et normatifs actuellement en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés et concernant la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier. Les principaux textes en vigueur sont les suivants (liste non exhaustive) :

- Code du Travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers. *Version consolidée au 1<sup>er</sup> mars 2010*
- Code de l'environnement. *Version consolidée au 1<sup>er</sup> mars 2010*. Et notamment les articles suivants :
  - o Articles L.541-1 et suivants portant codification de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
  - o Articles L.571-1 et suivants relatifs à la lutte contre le bruit
  - o Articles R.541-1 et suivants relatifs à l'élimination des déchets et récupération des matériaux.
  - o Articles R.543-3 et suivants relatifs aux dispositions propres à certaines catégories de déchets (notamment huiles usagés, emballages et DEEE).
  - o Articles R.571-2 et suivants portant codification du décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation.
- Code de la santé publique - Livre III - Titre III - Chapitre IV, relatif à la lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores (protection du voisinage).
- Code de la santé publique - Livre III - Titre III - Chapitre VII, relatif aux dispositions pénales.
- Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier. *Version consolidée au 2 janvier 1986*
- Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.  
  
*Version consolidée au 4 juillet 1985*
- Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées. *Version consolidée au 14 septembre 1989*

- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux). Version consolidée au 20 septembre 2000
- Loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement. Version consolidée au 21 septembre 2000
- Décret n°96-1009 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets industriels spéciaux.

Version consolidée au 16 octobre 2007

- Arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.

Version consolidée au 3 juin 1997

- Arrêté du 12 août 1998 relatif à la composition du dossier de déclaration et au récépissé de
- Déclaration pour l'exercice de l'activité de transport de déchets. Version consolidée au 26 septembre 1998
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP)
- Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret no 2005-635 du 30 mai 2005 modifié par l'arrêté du 16 février 2006.
- Directive du conseil n°2006-12 CE du 5 avril 2006 relative aux déchets
- Règlement sanitaire départemental (Essonne).

## ANNEXE 2 BILAN DE PRODUCTION DES DECHETS

Le tableau ci-dessous permet de caractériser les déchets de façon claire et de les quantifier. Il devra être dûment rempli par les intervenants.

Type de déchets		Quantité (m3)	Coordonnées du centre de traitement	Particularités
Déchets non Dangereux	Inertes	....	<i>A renseigner</i>	Distance du site: à renseigner
				Taux de valorisation: à renseigner
	Verre	.....	....	Distance du site: .....
				Taux de valorisation: .....
Déchets industriels Banals	Bois			
	Déchets Mélangés			
	Métaux			
Déchets d’emballages	Emballages			
	Palettes			
	Papiers / Cartons			
Déchets Dangereux	.....		...	
Filières Spécifiques	.....		....	